



Dossier de presse

**INSTALLATION
DES HAUTS COMMISSAIRES
À LA LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**

En présence du Premier ministre

Mercredi 10 juillet 2019

Hôtel Matignon



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

Sommaire

- **Dix-huit hauts-commissaires pour assurer le déploiement de la stratégie pauvreté dans les territoires**
- **Un processus de sélection rigoureux**
- **Des profils variés, des compétences de terrain**
- **Annexes**
 - **La carte de France des Hauts-commissaires**
 - **Les biographies des Hauts-commissaires à la lutte contre la pauvreté**

Depuis la présentation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté par le Président de la République le 13 septembre dernier, plus de 6 000 acteurs sont mobilisés dans son déploiement dans toutes les régions et la quasi-totalité des départements est engagée aux côtés de l'État à travers les conventions de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

Après cette première étape, le Président de la République et le Premier ministre ont fait le choix de nommer **dix-huit hauts commissaires dédiés à la lutte contre la pauvreté**. Ces nominations témoignent de l'engagement du gouvernement à renouveler la gouvernance de nos politiques de solidarité, permettant aux acteurs de se mobiliser sur des **objectifs ambitieux et partagés** en laissant toute sa place à l'adaptation aux territoires et à **l'initiative locale**. Placés auprès de chaque préfet de région, en métropole et outre mer, ils prendront leurs fonctions dès **le 2 septembre** pour permettre un pilotage et un déploiement de la stratégie au plus près du territoire.

« Des hauts-commissaires entièrement dédiés à l'accompagnement de la mise en œuvre de la stratégie pauvreté seront présents dans chaque région : ils seront des interlocuteurs privilégiés, qui connaissent la réalité des territoires. Vous pouvez donc être assurés que l'État est pleinement investi, sur le terrain, pour que cette stratégie pauvreté aide à changer la vie de nos concitoyens les plus précaires. »



*Édouard Philippe, extraits du discours aux Départements,
lancement de la contractualisation État-départements, 21 février 2019*

Dix-huit hauts-commissaires pour assurer le déploiement de la stratégie pauvreté dans les territoires

Les hauts-commissaires à la lutte contre la pauvreté ont pour mission centrale **le pilotage et la mise en œuvre de la stratégie pauvreté dans les territoires.**

Ils assureront la **coordination et le pilotage interministériel au niveau régional de cette stratégie**, en **mobilisant l'ensemble des administrations concernées** par les politiques publiques y concourant : petite enfance, hébergement, logement, économie, emploi, formation, éducation, jeunesse, santé et médico-social.

Ces hauts-commissaires seront les **interlocuteurs privilégiés des acteurs engagés sur le terrain dans le cadre de la stratégie pauvreté** et veilleront à la mobilisation de tous : collectivités territoriales, personnes concernées, associations, opérateurs publics et organismes de sécurité sociale. L'ensemble des politiques publiques portées par ces organismes doivent en effet s'articuler pleinement pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion. En lien avec les préfets de région et les préfets de département ils **assureront donc le suivi de la bonne mise en œuvre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté dans toutes ses dimensions.**

Plus largement, ils participent à la définition d'une nouvelle approche et à une modernisation de la relation entre l'État et les territoires basée sur des objectifs et des moyens associés.

Dès leur prise de poste, ils seront particulièrement mobilisés sur :

- **La finalisation et la mise en œuvre des feuilles de route** issues des conférences régionales et de l'ensemble des travaux conduits dans chacune des régions en veillant à y associer tous les acteurs concernés (associations, communes, départements, régions, CCAS, entreprises, etc.) ;
- **Le suivi de la contractualisation avec l'ensemble des départements** et l'atteinte des objectifs définis, en lien avec les préfets de département ;
- **Le suivi de la mise en œuvre des mesures de la stratégie pauvreté** : les petits déjeuners dans les écoles ; la tarification sociale des cantines ; les points conseils budget ;
- **Le soutien aux initiatives et expérimentations locales** dans le champ de la prévention et de la lutte contre la pauvreté ;
- **Le déploiement sur le territoire de deux chantiers spécifiques** : la concertation autour du revenu universel d'activité et celle autour de l'élaboration du service public de l'insertion (SPI).

Positionnés directement auprès des préfets de région et membres du comité de l'administration régionale (CAR), les hauts-commissaires bénéficieront du concours de l'ensemble des services de l'État relevant de la responsabilité des préfets de région pour assurer leur fonctions et travailleront en lien étroit avec les agences régionales de santé et les rectorats. Ils seront en lien fonctionnel et permanent avec le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté. Pour chacun d'entre eux, une lettre de mission, co-signée par le préfet de région et le délégué interministériel, précisera les priorités à mettre en œuvre, pour chaque territoire, dans le cadre de leurs attributions.

Un processus de sélection exigeant

Lancé au premier trimestre 2019, le processus de sélection des hauts-commissaires à la lutte contre la pauvreté a suscité **plus d'une centaine de candidatures**. À l'issue d'une phase de pré-sélection, un comité d'audition inédit associant des personnalités reconnues du champ social et des territoires a retenu 24 candidats puis, une nouvelle phase de sélection associant les préfets de région a permis au Premier ministre de retenir les **13 hauts-commissaires pour la France métropolitaine**.

Le comité de sélection des hauts-commissaires

Composé de cinq membres, ce comité de sélection comprenait deux personnalités qualifiées et trois représentants de l'administration :

- M. Jean-Luc Nevache, président du comité de sélection, conseiller d'État, ancien préfet, ancien directeur de cabinet des ministres des affaires sociales et de la santé puis de l'intérieur
- M. Patrick Doutreligne, président de l'Uniopss, ancien délégué général de la Fondation Abbé Pierre
- Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur
- La secrétaire générale des ministères sociaux
- Le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté

Pour les départements d'outre-mer, les sous-préfets chargés de la cohésion sociale déjà en poste seront désignés comme hauts-commissaires et seront accompagnés par un cadre dédié à la stratégie pauvreté sur chaque territoire.

Des profils variés, des compétences de terrain

Parce que la refonte de nos politiques publiques exige la mise en place de nouvelles organisations de travail, moins verticales et plus décloisonnées, le gouvernement a fait le choix de retenir des profils venus d'horizon divers, à l'expérience de terrain éprouvée. Les parcours des hauts-commissaires à la lutte contre la pauvreté visent à répondre au besoin de proximité et d'enracinement exprimé par nos concitoyens :

- Les hauts-commissaires présentent un parcours qui atteste d'une réelle expertise de terrain : ainsi, 6 sur 18 ont eu un parcours en collectivité territoriale, d'autres ont travaillé pour une caisse de sécurité sociale ou dans le secteur associatif.
- Leurs carrières sont marquées par la diversité des fonctions ou des métiers occupés : médecin de santé publique, institutrice en éducation prioritaire, cadre associatif, etc.
- Ils ont exercé des responsabilités de premier plan dans le champ des politiques de solidarités : directrice de la branche accidents du travail et maladies professionnelles de l'Assurance maladie, directeurs ou directrices des services de collectivités territoriales, etc.

Sept femmes ont été retenues pour exercer les fonctions de haut-commissaire, notamment dans les plus grandes régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur, La Réunion et la Martinique.

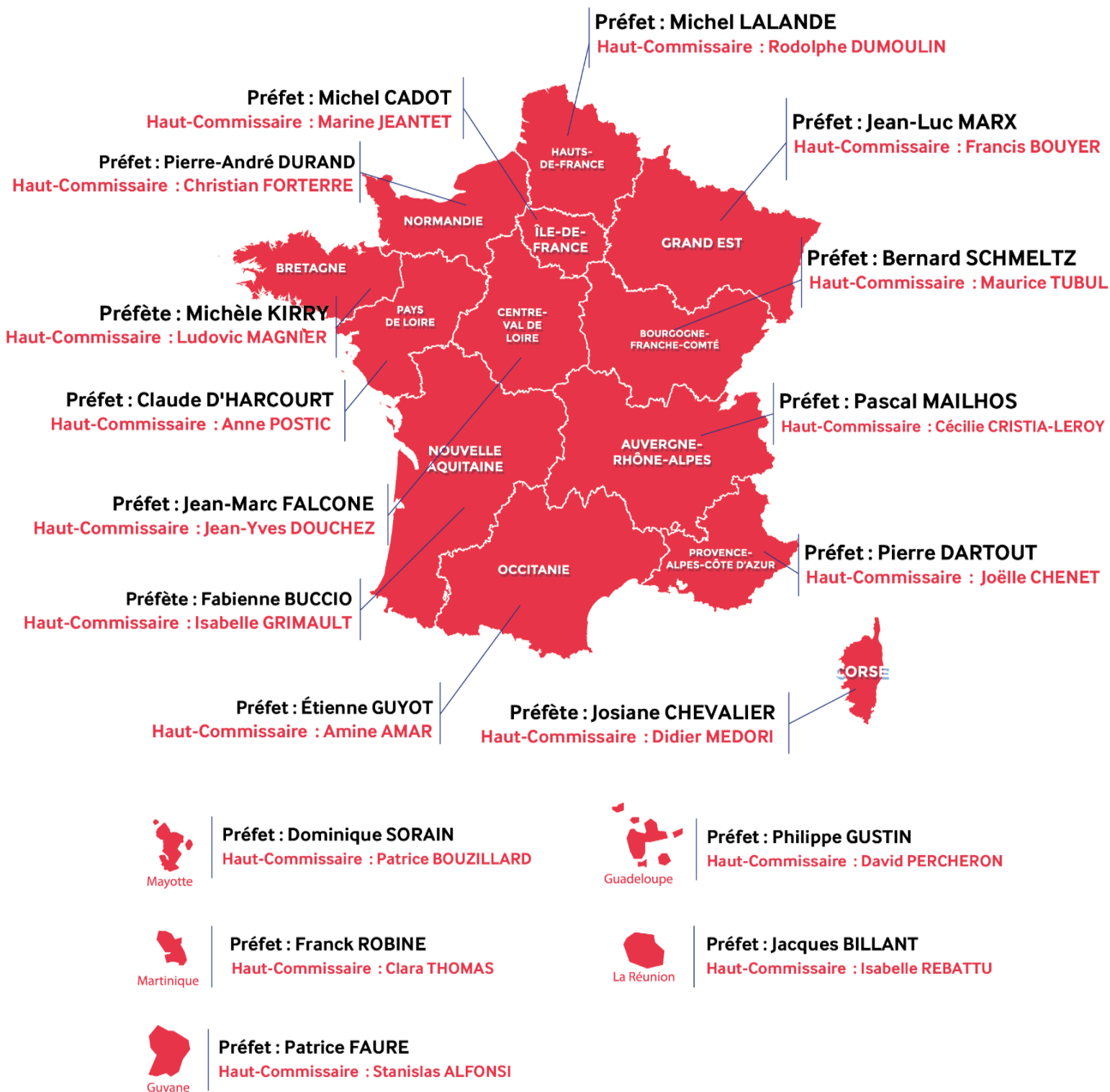
Une prise de poste débutant par une immersion sur le terrain

Dès leur prise de fonction, les hauts-commissaires seront directement immergés sur leur territoire. Dans les six premiers mois suivant leur prise de poste, ils suivront une phase d'immersion auprès d'acteurs de l'action sociale locale engagés dans la stratégie pauvreté : en CHRS, dans un club de prévention spécialisée, dans un centre social, auprès d'une association d'anciens de l'aide sociale à l'enfance, dans une structure d'insertion par l'activité économique, etc. Ces temps d'immersion devront porter sur dix journées pleines, sur les cinq champs de la stratégie pauvreté, et feront l'objet d'un rapport remis au préfet de région et au délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté.

Les hauts-commissaires seront réunis mensuellement par la délégation pauvreté pour rendre compte de l'avancement de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté sur leur territoire.



La carte de France des hauts-commissaires



Les portraits des hauts-commissaires à la lutte contre la pauvreté



Cecilie Cristia-Leroy

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Auvergne-Rhône-Alpes

Cecilie Cristia-Leroy, 33 ans, ingénieure des ponts, des eaux et forêts, est depuis 2016 adjointe du délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement. À ce poste, elle a contribué à la mise en œuvre des politiques en faveur des personnes sans abri et mal logées, en particulier du plan quinquennal pour le Logement d'abord. Elle avait auparavant travaillé en directions régionales sur l'éducation et l'aide alimentaire puis sur la promotion du développement durable auprès des collectivités, des associations et des entreprises. Elle s'est également investie bénévolement dans le cadre associatif d'un accueil de jour.

« Lutter contre la pauvreté, c'est un combat qui doit s'adapter au terrain. Consciente de l'ampleur de la tâche, je souhaite apporter une approche collaborative et pragmatique pour soutenir les efforts des acteurs de la région afin que la stratégie se traduise concrètement, par des résultats visibles à hauteur de son ambition, dans les territoires et le quotidien des personnes. »

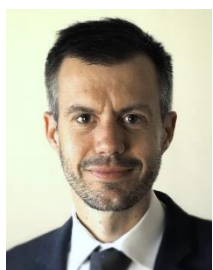


Maurice Tubul

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Bourgogne-Franche-Comté

Membre du corps préfectoral, Maurice Tubul a notamment exercé des fonctions de secrétaire général pour les affaires régionales en Martinique, de directeur de cabinet du préfet de Seine et Marne et de directeur général des services (Métropole Nice -Côte d'Azur et départements du Territoire de Belfort puis du Haut Rhin). Ces différents postes lui ont permis d'aborder les questions du développement humain (éducation, formation professionnelle, égalité femme/homme, culture, sport) à travers les enjeux de lutte contre la précarité (hébergement d'urgence, logements insalubres, accès aux soins), d'accompagnement social et de retour à l'emploi. Il a une grande expérience de l'animation et de coordination d'équipes pluridisciplinaires.

« Face au constat de l'augmentation continue du nombre de personnes en situation de grande précarité, ma fonction de haut-commissaire visera à fédérer et mettre en réseau actif tous les acteurs de manière à optimiser et assurer la cohérence des actions mises en oeuvre, accompagner en favorisant les démarches innovantes portées par les acteurs de terrain et assurer un relais de terrain pour accélérer les prises de décision et être le garant de l'atteinte des objectifs fixés au niveau national. L'approche systémique de la lutte contre la pauvreté est pour moi un enjeu fort pour sortir des interventions en silo : écoute, proximité et recherche de solutions pragmatiques seront les lignes de force de mon action. »



Ludovic Magnier

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Bretagne

Ancien élève de l'INET, administrateur territorial, Ludovic Magnier a exercé depuis 2007 de nombreuses responsabilités dans les collectivités locales, notamment dans le champ du développement économique, de la formation professionnelle, et des transports. Conseiller auprès du ministre de la Défense de 2016 à 2017, puis directeur général adjoint du conseil régional de Bretagne, Ludovic Magnier a également contribué à la préparation du « Contrat pour l'action publique en Bretagne », signé par le Premier ministre en février 2019.

« La lutte contre la pauvreté est un combat quotidien. Elle appelle une mobilisation collective, affranchie des frontières administratives, attentive aux équilibres de notre modèle social comme aux réalités vécues. Accompagner les acteurs de cette transformation au plus près du terrain est un défi autant qu'un honneur. »



Jean-Yves Douchez

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Centre-Val de Loire

Jean-Yves Douchez, administrateur territorial de 46 ans, s'est investi dans trois villes du Nord puis au sein du Département du Pas-de-Calais, jusqu'à y assumer les fonctions de directeur général des services et de directeur de cabinet. Son parcours l'a conduit à piloter des politiques publiques dans les domaines notamment de la concertation, de l'éducation, de la culture, du sport et de la jeunesse. Dans ce cadre, il a animé plusieurs chantiers partenariaux de territoire, tel le Pacte départemental jeunesse ou celui des solidarités et ses volets liés à l'insertion professionnelle et à l'amélioration de la relation aux usagers (médiation, accueil de proximité, accompagnement).

« En intégrant les services de l'État mobilisés en région Centre-Val de Loire, je favoriserai l'animation et la concertation de la stratégie. Mon parcours territorial, ma capacité à fédérer des acteurs multiples et à assembler des initiatives de bonnes pratiques soutiendront les avancées collectives. »



Didier Medori

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Corse

Diplômé en économie et en droit public et ancien élève de l'institut régional d'administration de Lyon, Didier Medori dispose d'une expérience de plus de 25 ans dans le secteur public. À 50 ans, il a bâti l'essentiel de sa carrière dans le secteur public local, d'abord comme secrétaire général de mairie en milieu rural puis en tant que directeur général adjoint en charge des ressources de plusieurs villes moyennes dans la région grenobloise et en Corse, période au cours de laquelle il a participé à de nombreux chantiers de modernisation de l'action publique. En 2016, il prend la direction du deuxième acteur de l'économie sociale et solidaire en Corse, spécialiste du maintien à domicile.

« Entré il y a 25 ans au service de l'Etat par conviction, je vis mes fonctions depuis l'origine à la façon d'un entrepreneur de l'intérêt général. Je suis très heureux aujourd'hui de mettre mes compétences et mon expérience au service des Corses et des plus démunis. »



Francis Bouyer

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Grand Est

Diplômé de l'ENA, Francis Bouyer a parcouru quatre univers professionnels : la diplomatie (attaché de presse aux Etats-Unis, rédacteur au service de la PESC et à la mission franco-allemande du MAE) ; les Outre-Mer, comme conseiller de la ministre des Outre-Mer en charge des questions internationales et européennes, de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et des investissements publics ; la Culture, comme artiste lyrique pendant plus de huit ans, notamment en Allemagne ; les affaires sociales, comme chef de mission à la DGEFP (insertion professionnelle des bénéficiaires de minima sociaux, contrats aidés, IAE), sous-préfet dédié à la cohésion sociale et à la politique de la ville en Guadeloupe et sous-directeur au CGET, en charge notamment des questions éducatives, de l'action et de l'animation de la vie sociale et de la culture.

« Redonner à tous l'espoir d'un épanouissement personnel. Construire avec l'ensemble des acteurs agissant en faveur des plus vulnérables un sens et un projet collectif. Inscrire la lutte contre la pauvreté au cœur de l'action de l'État et l'ancrer par des résultats concrets sur les territoires. »



Rodolphe Dumoulin

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Hauts-de-France

Ancien élève de l'École des études supérieures de sécurité sociale, Rodolphe Dumoulin est originaire d'Arras dans le Pas-de-Calais et a commencé son parcours professionnel dans les Hauts-de-France comme Responsable de l'action sociale à la CAF de Douai puis comme directeur adjoint de la CPAM de Cambrai, puis directeur de l'action sociale et de l'insertion à la Ville de Lille. Il a ensuite partagé sa carrière entre la Bourgogne-Franche-Comté comme directeur du CCAS de Besançon puis directeur de cabinet de la Région, et Paris, où il a exercé les fonctions de délégué territorial à l'ARS, de conseiller au cabinet de la ministre des Personnes âgées, et de directeur de cabinet du directeur général de la CNAF.

« Je suis enthousiaste à l'idée de retrouver ce territoire que je connais bien. Un territoire de fragilités et d'opportunités, qui porte la solidarité dans son histoire et partage un vrai sens de l'innovation sociale. C'est cette énergie collective qu'il nous faut mobiliser au service de la prévention et de l'émancipation. »



Marine Jeantet

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Île-de-France

Médecin spécialiste en santé publique, Marine Jeantet démarre sa carrière en 2002 à l'agence française des produits de santé avant de rejoindre la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole comme référente pour le médicament. En 2007, elle rejoint la direction de la Sécurité sociale en tant qu'adjointe au sous-directeur du financement du système de soins, prenant notamment en charge la construction et le suivi de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie ainsi que des expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé dans les maisons de santé. En 2011, elle intègre l'Inspection générale des affaires sociales. Depuis 2015, elle dirige la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la caisse nationale de l'Assurance maladie.

« J'ai toujours eu besoin d'avoir un travail en lien avec mes valeurs. Cela a guidé tous mes choix professionnels. L'accompagnement des personnes en grande précarité a été la principale raison de mon orientation vers la santé publique il y a 20 ans alors que j'étais interne dans le nord de la France. Ce poste me permet de renouer avec mes aspirations premières. »



Christian Forterre

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Normandie

Administrateur territorial depuis 8 ans, Christian Forterre a été cadre dirigeant au sein des conseils régionaux de Poitou-Charentes et de Nouvelle Aquitaine et dernièrement de la communauté urbaine du Grand Paris Seine et Oise, sur des enjeux de gestion des ressources, d'organisation des nouvelles collectivités et d'harmonisation des politiques publiques. Psychomotricien et psychologue clinicien, il a auparavant exercé 15 ans en hospitalier, en crèche et dans des associations médico-sociales et d'insertion (centres médico-psycho-pédagogiques, service d'éducation spéciale et de soins à domicile) dans le Val d'Oise, le Val de Marne et à Paris. Il est officier de réserve.

« Servir et aider nos concitoyens, au plus près de nos partenaires que sont les collectivités, les associations, les entreprises, c'est la possibilité de m'investir pleinement dans une mission d'État qui nous oblige tous, au carrefour de mes expériences, une mission éminemment humaine et républicaine. »



Isabelle Grimault

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Nouvelle-Aquitaine

Sous-directrice de l'enfance et de la famille au ministère des Solidarités et de la Santé, Isabelle Grimault a conduit les politiques d'enfance et de jeunes vulnérables en concertation avec les collectivités concernées, les services déconcentrés de l'État et les associations.

Elle a participé aux travaux d'orientation et d'élaboration de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté sur ces politiques.

Auparavant, au sein de plusieurs collectivités territoriales d'Île-de-France, elle a mis en place des politiques d'action sociale, d'insertion, de protection de l'enfance, de jeunes en difficulté et piloté des projets transversaux en politique de la ville.

« Attentive à la cohésion sociale en faveur des personnes vulnérables, à l'innovation et à la participation des personnes accompagnées, je vais mettre, au service de la stratégie pauvreté en Nouvelle-Aquitaine, ma connaissance des politiques sociales et d'insertion et mon goût de l'animation de projets et des relations avec les acteurs. »



Amine Amar

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Occitanie

Inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, Amine Amar a occupé différentes fonctions au sein des collectivités territoriales en lien avec la mise en œuvre des principes d'égalité et des politiques publiques de solidarité. Il a notamment été directeur de l'éducation de la ville de Rennes et directeur général des services du département de l'Essonne.

En qualité de directeur général des services d'une université qui accueille plus de 40% d'étudiants boursiers, il a participé au développement d'une politique proactive de lutte contre le décrochage des publics les plus fragiles. Dans ses fonctions actuelles, il a réalisé plusieurs missions relevant de thématiques sociales parmi lesquelles la restauration universitaire ou l'emploi étudiant.

« Contribuer à l'action de l'État en matière de prévention et de lutte contre la pauvreté sur le territoire d'une région donne tout son sens à la notion d'engagement au service de la nation. Il s'agit de mobiliser toute son expérience et son énergie pour être à la hauteur de cette mission exigeante de haut-commissaire. »



Anne Postic

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Pays de la Loire

Anne Postic est juriste de formation, diplômée d'un troisième cycle de l'IAE. Son parcours s'est orienté vers l'accompagnement des personnes et des organisations. Elle dirige depuis 15 ans l'URIOPSS des Pays de La Loire, réseau de 230 associations de solidarité qui accompagnent des personnes fragilisées par l'âge, le handicap, l'exclusion sociale. Elle y déploie une expertise transversale des politiques sociales et facilite le dialogue avec l'État, les collectivités, les associations. Elle a initié le Conseil régional des personnes accompagnées, qui favorise leur participation. Mariée, mère de 5 enfants, elle est bénévole auprès d'associations, notamment dans le domaine de la conjugalité.

« La fraternité est honorée quand accompagner une personne se met en œuvre par une attitude réelle et concrète de compagnonnage de toutes les forces politiques, économiques, associatives, amicales et bénévoles d'un territoire. Je souhaite contribuer à ce défi essentiel pour notre République. »



Joëlle Chenet

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Joëlle Chenet débute sa vie professionnelle comme institutrice, notamment en zone d'éducation prioritaire. Elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Grenoble (93) et de l'École nationale d'administration (98). À Lyon (1998), elle pilote le pôle social de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales. En 2002, à la Ville de Grenoble, elle endosse les fonctions de directrice générale adjointe, en charge de la solidarité, et en 2010, du secteur culture-sport-éducation-jeunesse. En 2015, elle est nommée à Marseille, directrice de cabinet de l'Agence régionale de santé puis, en 2018, directrice régionale adjointe de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale.

« J'ai envie de mettre mon expérience au service des ambitions de la stratégie pauvreté en réalisant ce que j'aime et sais faire : articuler les enjeux de long terme et la production de résultats concrets, dans la proximité, avec les personnes concernées, les élus, les services et les acteurs des territoires. »



David Percheron

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Guadeloupe

Né en 1981, David Percheron a d'abord eu un premier parcours professionnel dans la magistrature judiciaire. Il y a d'abord exercé pendant près de 10 ans en tant qu'auditeur de justice puis exclusivement au parquet. Il a ainsi été successivement en charge du parquet des mineurs de Cayenne et en poste au parquet des mineurs de Bobigny. Comme substitut placé auprès du procureur général, il a effectué des missions dans nombre de tribunaux de la grande couronne parisienne. À sa sortie de l'ENA en 2016, David Percheron est nommé représentant permanent du groupe caisse des dépôts auprès des institutions européennes. Depuis septembre 2018, il est sous-préfet secrétaire général adjoint de la préfecture de la Guadeloupe, en charge notamment de la politique de la ville.

« Mes expériences de terrain au contact de l'enfance, à la fois victime et délinquante, m'ont persuadé que la réalisation de la promesse républicaine se joue dès le plus jeunes âge. Dans ma pratique quotidienne de sous-préfet, je suis persuadé que nous pouvons faire mieux si nous sommes capables de mieux travailler ensemble. La stratégie de lutte contre la pauvreté me semble dès-lors à la fois une nécessaire recherche d'efficience et une obligation morale. »



Stanislas Alfonsi

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Guyane

Agé de 44 ans, Stanislas Alfonsi est secrétaire général adjoint de la préfecture de Guyane. Après une première carrière en tant que professeur d'histoire, il entre à l'ENA, à la sortie de laquelle il rejoint l'administration préfectorale. Son poste en Guyane lui permet de s'investir dans les champs du social, de la politique de la ville et du renouvellement urbain sur un territoire marqué par une pauvreté extrême, où, plus qu'ailleurs, le « terrain parle ». Mobilisé sur des expériences innovantes en Guyane, telle que l'intermédiation locative ou la recentralisation du RSA, il est naturellement désigné pour y décliner la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

« Notre mobilisation collective contre la pauvreté est notre premier devoir. C'est la vocation évidente de nos administrations, sans laquelle la question de notre utilité même se poserait. La Guyane est une terre de combat contre la pauvreté. L'honneur de la République justifie de mener ce combat avant tout autre. »



Isabelle Rebattu

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région La Réunion

Issue du corps des officiers de la Gendarmerie Nationale, Isabelle Rebattu a été détachée puis intégrée dans le corps préfectoral en 2014. Ayant exercé des fonctions de sous-préfète d'arrondissement à Argelès-Gazost dans les Hautes-Pyrénées, puis de directrice de cabinet du préfet des Deux-Sèvres, elle a été amenée à côtoyer et à mettre en lien de nombreux acteurs de terrain, institutionnels comme associatifs, permettant l'animation, au plus proche du terrain, des politiques publiques.

Depuis juillet 2018, en tant que sous-préfète chargée de mission cohésion sociale et jeunesse auprès du préfet de La Réunion elle est, de par les missions qui sont les siennes, la référente naturelle pour la déclinaison territoriale de la stratégie pauvreté.

« Travailler les liens et les mises en cohérence, faciliter les échanges et créer des synergies pour rendre lisible et accessible ce qui ne l'est pas toujours, au plus près des attentes et des besoins du territoire. Telle est ma motivation. »



Clara Thomas

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Martinique

Issue de l'Éducation nationale en tant que professeur d'EPS puis proviseur de lycées, Clara Thomas a été par la suite sous-préfète de l'arrondissement de Die jusqu'en janvier 2017. Elle a ensuite été sous-préfète de l'arrondissement de Molsheim. Depuis mai 2019, elle est sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la région Martinique, le contexte territorial implique la mise en œuvre urgente de la stratégie pauvreté qui devra être décliné finement en fonction des spécificités locales.

« Mon expérience professionnelle diversifiée dans différents Départements, m'a constamment sensibilisée à la détresse humaine, à la détresse des jeunes, à la pauvreté infra-familiale, à une pauvreté parfois cachée. Femme de terrain, j'ai à cœur avec l'ensemble de mes collaborateurs de Martinique, de faire évoluer les trop nombreuses situations de précarité. C'est donc avec une grande motivation et humanité, et avec mes équipes, que nous mettrons en œuvre le plan pauvreté, prioritaire pour la Martinique. »

....



Patrice Bouzillard

Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Mayotte

Secrétaire général adjoint de la préfecture de Mayotte, sous-préfet hors classe, Patrice Bouzillard a débuté sa carrière dans la fonction publique territoriale comme directeur général adjoint puis directeur général des services en communes et département en milieu rural comme urbain. Après une formation initiale d'ingénieur, il a complété ses champs de compétences par un DESS de gestion. À Mayotte depuis le 27 mai 2019 en charge principalement de la cohésion sociale et de la politique de la ville, il était sous-préfet de l'arrondissement de Die dans la Drôme jusqu'à cette date.

« Avec 3 habitants sur 4 en quartier politique de la ville, 35 % de chômage et 84 % de sa population à bas revenus, la lutte contre la pauvreté et ses corollaires, illettrisme, formation, habitat insalubre, impose un engagement sans faille que j'ai l'honneur de porter pour le 101^e département Français. »
